

Arrêt

n° 347 094 du 26 mai 2026
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître P. ROELS
Graanmarkt 17
9300 AALST

contre:

l'Etat belge, représenté par la Ministre de l'Asile et de la Migration

LE PREMIER PRÉSIDENT DU CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS,

Vu la requête introduite le 29 septembre 2025, par X qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de la décision de non prise en considération d'une demande de séjour, prise le 21 août 2025.

Vu le titre 1er *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu le mémoire de synthèse.

Vu la demande et le consentement à recourir à la procédure purement écrite en application de l'article 39/73-2 de la loi précitée.

Vu l'ordonnance du 17 avril 2026 selon laquelle la clôture des débats a été déterminée au 27 avril 2026.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Les faits sont établis sur la base des pièces du dossier administratif et de l'exposé que contient la requête.

1.2. Le requérant déclare être arrivé au cours de l'année 2019.

1.3. Le 18 décembre 2020, le requérant est interpellé par la police et fait l'objet d'un rapport administratif de contrôle d'un étranger. Suite à ce contrôle, un ordre de quitter le territoire - annexe 13 lui est délivré le même jour.

1.4. Le 3 janvier 2021, le requérant fait l'objet d'un nouveau rapport administratif de contrôle d'un étranger dans le cadre de faits de coups et blessures volontaires dans la sphère familiale. Un ordre de quitter le territoire et une interdiction d'entrée de 3 ans sont prises à l'égard du requérant, le même jour. Le requérant fera l'objet d'un autre rapport administratif de contrôle d'un étranger, le 1er février 2021. Les actes pris le 3

janvier 2021 sont « reconfirmés » au requérant, le 5 juillet 2021, alors qu'il fait l'objet d'un nouveau rapport de contrôle administratif d'un étranger.

1.5. Le 19 septembre 2021, le requérant fait, une nouvelle fois, l'objet d'un rapport administratif de contrôle d'un étranger.

1.6. Le 21 mai 2022 ainsi que le 3 août 2022, l'ordre de quitter le territoire du 3 janvier 2021 est reconfirmé et le requérant est prié d'y obtempérer.

1.7. Le 4 août 2022, le requérant est écroué à la prison de Tournai, pour des faits de coups et blessures volontaires, à la suite d'un rapport administratif de contrôle d'un étranger établi le 2 août 2022. Le 2 septembre 2022, le requérant complète « le questionnaire droit d'être entendu » qui lui est soumis.

1.8. Le 29 novembre 2022, le Tribunal correctionnel de Tournai condamne le requérant à une peine d'emprisonnement de 4 ans du chef de coups et blessures volontaires.

1.9. Le 12 janvier 2023, est pris, à l'égard du requérant, un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement, ainsi qu'une interdiction d'entrée d'une durée de 8 ans. Le recours en suspension d'extrême urgence introduit devant le Conseil du contentieux de étrangers (ci-après « le Conseil ») a donné lieu à un arrêt de rejet n° 283 687 du 23 janvier 2023.

1.10. Le 12 janvier 2023, est également prise une interdiction d'entrée de trois ans à l'égard du requérant. Le recours en suspension et en annulation introduit devant le Conseil a donné lieu à un arrêt de rejet n° 293 455 du 31 août 2023.

1.11. Le 17 août 2023, le requérant fait, une nouvelle fois, l'objet d'un rapport administratif de contrôle d'un étranger lors d'un différent familial.

1.12. Le 22 septembre 2024, le requérant fait, une nouvelle fois, l'objet d'un rapport administratif de contrôle d'un étranger. Le 23 septembre 2024, est pris, à l'égard du requérant, un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement. Le recours en suspension d'extrême urgence introduit devant le Conseil a donné lieu à un arrêt de rejet n° 313 957 du 3 octobre 2024.

1.13. Le 8 novembre 2024, le requérant a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, en sa qualité d'ascendant d'un enfant mineur belge.

1.14. Le 21 août 2025, la partie défenderesse a pris une décision de non prise en considération d'une demande de séjour à son encontre. Il s'agit de l'acte attaqué, motivé comme suit :

« En date du 08/11/2024, vous avez introduit une demande de séjour (annexe 19ter) en tant que père d'un enfant mineur belge (E.M.A./ NNXXXXXXXXXX), en vue de vous voir reconnaître un droit de séjour dans le cadre du regroupement familial.

Cependant, en application de l'arrêt du Conseil d'Etat n°235.596 du 09/08/2016, « la reconnaissance d'un droit au séjour en tant que membre de famille requiert non seulement le respect des conditions prévues par les articles 40 bis, 40ter, 41, 47/1 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, mais aussi le droit d'entrer en Belgique ».

Vu que l'article 1er, 8° de la loi du 15/12/1980 définit l'interdiction d'entrée comme une décision qui interdit, pendant une durée déterminée, l'entrée et le séjour. Il découle de cette définition qu'une interdiction d'entrée emporte également, sauf les exceptions prévues par l'article 74/11 de la Loi, une interdiction d'entrée (arrêt n° 299.033 du 20 décembre 2023 du CCE).

Or, vous êtes temporairement privé de ce droit étant donné que vous faites l'objet d'une interdiction d'entrée (annexe 13 sexies) d'une durée de 8 ans prise le 12/01/2023, vous notifiée le 13/01/2023, qui est toujours en vigueur.

En effet, la durée de l'interdiction d'entrée doit être calculée à partir de la date à laquelle vous avez effectivement quitté le territoire des Etats membres (arrêt du Conseil d'Etat n°247.421 du 17 avril 2020 et arrêt Ouhami C-255/16 du 26 juillet 2017).

Vu que dans son arrêt n° 247.421 du 17 avril 2020, le Conseil d'Etat relève que la Cour de justice de l'Union européenne (arrêt de la CJUE du 08/05/2018 – Affaire C-82/16) a expressément admis qu'une demande de regroupement familial peut ne pas être prise en considération par un Etat membre si le demandeur a fait

l'objet d'une interdiction d'entrée, et ce pour autant que le lien de dépendance entre le demandeur (ressortissant de pays tiers) et l'ouvrant droit au séjour (citoyen de l'Union) a été examiné ;

Vu que vous n'apportez pas une preuve suffisante de l'existence d'une relation de dépendance entre vous et l'ouvrant droit au séjour (E.M.A./ NNXXXXXXXXXXXX) tel qu'un droit de séjour dérivé devrait vous être reconnu (arrêt de la CJUE du 08/05/2018 – Affaire C-82/16).

En effet, suite à notre courrier du 05.05.2025 vous invitant à produire des éléments établissant l'existence d'un lien de dépendance avec votre enfant, vous nous avez transmis les pièces suivantes : une composition de ménage, des photographies, quelques extraits de compte et une facture, des contrats de travail, des témoignages, une déclaration, une attestation d'un service de pédiatrie, un rapport d'une consultante en psychologie.

Or, les documents produits n'établissent nullement l'existence d'un lien de dépendance au sens de l'article 20 du T.F.U.E. En effet, les actes de la vie quotidienne évoqués (nourrir, changer, etc.) peuvent tout à fait être assurés par la mère de l'enfant ou par une tierce personne. En ce sens, dans sa déclaration, la mère de l'enfant reconnaît que vous participez à la vie familiale, mais cela ne démontre pas que votre présence est indispensable à la prise en charge de l'enfant. De plus, l'existence d'une activité professionnelle ne saurait constituer à elle seule une preuve de lien de dépendance, une contribution financière pouvant être assurée depuis l'étranger et rien n'indiquant que la mère serait dans l'incapacité de subvenir seule aux besoins du ménage (même via l'aide financière d'une tierce personne).

Il est à noter que, d'après la banque de données Dolsis mise à la disposition de l'administration, vous avez commencé à travailler sur le territoire (comme intérimaire) en décembre 2024, soit juste après l'introduction de votre demande de regroupement familial et 1 an et demi après la naissance de l'enfant E.M.A. Rien ne montre que vos ressources actuelles sont les seules sur lesquelles peut compter l'enfant pour être pris en charge.

L'absence d'un parent, bien qu'elle puisse naturellement avoir des répercussions émotionnelles sur un enfant, ne suffit pas à établir un lien de dépendance au sens juridique. Au vu de l'âge de l'enfant (il est né le [XX.XX].2023), de son environnement familial composé d'une mère capable d'assumer seule sa prise en charge quotidienne (elle est actuellement enceinte mais notons qu'elle l'a déjà été par le passé en l'absence de l'intéressé), ainsi que de la possibilité d'un encadrement qualitatif (structures d'accueil, suivi scolaire, soutien familial élargi), rien ne permet de conclure que votre départ contraindrait votre enfant à quitter le territoire belge.

Notons également que l'intéressé s'est rendu coupable de coups et blessures en 2022 sur Madame V.H. et l'un de ses enfants mineur, et a récidivé sur Madame V.H. lorsqu'elle était enceinte. Le 22.09.2024, l'intéressé reconnaît avoir une addiction à l'alcool, ce qui fait que nous pouvons en déduire qu'il y a des indications sérieuses que l'intéressé représente un danger pour son enfant.

Par ailleurs, bien que votre enfant et la mère de celui-ci n'aient pas l'obligation de quitter la Belgique, ils peuvent néanmoins, même temporairement, se rendre avec vous dans votre pays d'origine le temps pour vous de régulariser votre situation ou de solliciter la levée ou la suspension d'une mesure d'éloignement.

De plus, il convient de relever qu'à l'époque actuelle, les moyens de communication modernes (internet, visioconférence, téléphone, etc.) permettent de maintenir des contacts réguliers et de qualité avec vos proches, même à distance. Il n'est donc pas incohérent de reconnaître l'existence d'une vie familiale tout en considérant que votre départ n'entraînerait pas nécessairement celui de votre enfant, dès lors que celui-ci réside avec sa mère sur le territoire belge. Vous ne démontrez en aucune manière que votre éloignement impliquerait ipso facto le départ de votre enfant.

Dès lors, le dossier administratif ne permet pas de conclure à l'existence d'une dépendance entre vous et votre enfant empêchant votre éloignement temporaire du territoire belge et ce, tout en tenant compte de l'intérêt supérieur de votre enfant et des circonstances particulières telle que son âge, son développement physique et émotionnel, le degré de relation affective avec chacun de ses parents et du risque que la séparation engendrerait pour son équilibre. De plus, le droit de séjour de votre enfant reste garanti par la présence de sa mère V.H.L. (NNXXXXXXXXXXXX) et en conséquence, il n'est pas obligé de quitter la Belgique vu l'absence d'un lien de dépendance tel qu'il ne pourrait rester sur le territoire suite à votre éloignement.

En conséquence, le constat d'une interdiction d'entrée encore en vigueur suffit à justifier la non prise en considération de votre demande de regroupement familial du 08/11/2024.

La délivrance d'une annexe 19ter et d'une attestation d'immatriculation doit être considérée comme inexistante.

En l'absence de demande de suspension ou de levée introduite conformément à l'article 74/12 de la loi du 15/12/1980, vous devez donner suite à l'ordre de quitter le territoire qui vous a été notifié le 13/01/2023 de même qu'à l'interdiction d'entrée qui vous a été notifiée le même jour.»

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1.1. Le requérant prend un premier moyen de la violation « van artikelen 50 en 52 van het Vreemdelingen-KB ».

2.1.2. Le requérant expose que « *Verzoeker diende op 08.11.2024 een aanvraag gezinshereniging in, in functie van zijn Belgisch minderjarig kind. Verzoeker diende met andere woorden een aanvraag in conform artikel 40ter van de Vreemdelingenwet juncto artikel 50 van het Vreemdelingen-KB. Verzoeker betreft immers een familielid van een burger van de Unie (vader van Belgisch minderjarig kind). Er diende vervolgens gehandeld te worden conform artikel 52 van het Vreemdelingen KB. "Art. 52. §1. Het familielid dat zelf geen burger van de Unie is en zijn familieband overeenkomstig artikel 44 bewijst, dient een aanvraag in voor een verblijfskaart van familielid van een burger van de Unie bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 19ter. [...] §4. Indien het familielid alle vereiste documenten heeft overgemaakt, maakt het gemeentebestuur de aanvraag over aan de gemachtigde van de minister. [...] Indien de minister of zijn gemachtigde het recht op verblijf niet erkent, wordt het familielid van deze beslissing kennis gegeven door de afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 20, dat desgevallend een bevel om het grondgebied te verlaten bevat. Het attest van immatriculatie wordt ingetrokken."*

In casu diende verzoeker een aanvraag in als familielid van een burger van de Unie, waarbij hij zijn familieband bewees aan de hand van de geboorteakte. Hierover bestond ook geen betwisting, daar het gemeentebestuur te Antwerpen een bijlage 19ter heeft afgeleverd op 8.11.2024 conform artikel 50 van het Vreemdelingen-KB. Verzoeker heeft vervolgens, zoals artikel 52 van het Vreemdelingen-KB het voorschrijft, alle documenten bezorgd aan de betrokken gemeentebestuur binnen de voorziene tijd van 3 maanden, waarna er diende gehandeld te worden conform artikel 52, §4 van het Vreemdelingen-KB. De aanvraag werd door het gemeentebestuur wél overgemaakt aan de gemachtigde van de Minister, daar de bestreden beslissing duidelijk afkomstig is van Dienst Vreemdelingenzaken en werd ondertekend door een attaché van de Minister. Tot daar verliep de procedure dus conform de wettelijke bepalingen. Vervolgens diende de gemachtigde, verwerende partij dus, evenwel een beslissing overeenkomstig bijlage 20 te nemen, wanneer zij het verblijf van verzoeker niet wenste te erkennen, zoals artikel 52, §4, laatste alinea van het Vreemdelingen-KB voorschrijft. Daar dit niet gebeurde, is de huidige bestreden beslissing niet conform de wettelijke bepalingen en dus onwettig genomen. Zij dient dus te worden vernietigd op grond van dit eerste middel ».

2.1.3. En réponse à la note d'observations, le requérant argue que « Nu een volledig dossier voorligt en er geen redelijke twijfel meer kan zijn of is voldaan aan de voorwaarden voor gezinshereniging (waardoor de verwerende partij terzake ook niet langer beschikt over een discretionaire beoordelingsmarge) komt de gemachtigde alsnog tot een beslissing waarbij via simpele brief wordt aangegeven dat de ingediende verblijfsaanvraag niet in overweging wordt genomen. Verzoeker valt onder de voorwaarden van de wet en voldoet aan de door de wet vereiste procedurevormen, in dat geval is de gezinshereniging met zijn zoon een afdwingbaar subjectief recht. In miskenning en met overschrijding van haar bevoegdheid komt verwerende partij nu met een negatief antwoord waar zij bijkomende en extralegale voorwaarden eist, nl. het bestaan van een inreisverbod en de afwezigheid van een uitzonderlijke afhankelijkheid, een criterium dat zij meent te distilleren uit een foutieve lezing van het arrest KA (HvJ – C-82/16). a. Wat betreft de rechtsgevolgen van het inreisverbod: Het arrest HvJ - Ouhrami HvJ 26 juli 2017, nr. C-225/16, Ouhrami §§ 47-51) heeft duidelijk gesteld dat het inreisverbod pas in werking treedt en zijn rechtsgevolgen zal ressorteren wanneer de persoon in kwestie daadwerkelijk het Schengengrondgebied heeft verlaten. De rechtsgevolgen komen aansluitend niet tot stand voor het vertrek van de persoon. Het inreisverbod kan maar één rechtsgevolg hebben: het verhinderen van binnenkomst in de Schengengrenzzone. In 2020 verscherpte het HvJ in de zaak JZ (HvJ 17 september 2020, C-806/18) op dat vlak nogmaals haar rechtspraak door duidelijk te stellen dat: In de punten 45 tot en met 51 van het arrest van 26 juli 2017, Ouhrami (C 225/16, EU:C:2017:590), waarvan de verwijzende rechter zich afvraagt wat de strekking is, heeft het Hof in wezen opgemerkt dat uit de uitdrukking „inreisverbod”, de bewoordingen van artikel 3, punten 4 en 6, van richtlijn 2008/115 en de bewoordingen en het doel van artikel 11, lid 1, alsmede uit de opzet van de richtlijn – waarin een duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen het terugkeerbesluit en een eventueel verwijderingsbesluit, enerzijds, en het inreisverbod, anderzijds – voortvloeit dat een dergelijk verbod wordt geacht een terugkeerbesluit aan te vullen door het de betrokkene te verbieden gedurende een bepaalde tijd na zijn „terugkeer”, en dus na zijn vertrek van het

grondgebied van de lidstaten, dat grondgebied opnieuw te betreden en er vervolgens te verblijven. Een eventueel inreisverbod vormt aldus een middel om de doeltreffendheid van het terugkeerbeleid van de Unie te vergroten, door te waarborgen, dat gedurende een bepaalde periode na de verwijdering van een illegaal verblijvende dertdelander, deze persoon niet legaal kan terugkeren op het grondgebied van de lidstaten. Voor het ingaan van een dergelijk verbod wordt dus verondersteld dat de betrokkene dat grondgebied eerst heeft verlaten. Daaruit volgt dat het illegale verblijf van een onderdaan van een derde land tot het tijdstip van de vrijwillige of gedwongen uitvoering van de terugkeerverplichting wordt beheerst door het terugkeerbesluit en niet door het inreisverbod, dat pas rechtsgevolgen teweegbrengt vanaf het tijdstip dat die onderdaan het grondgebied van de lidstaten daadwerkelijk verlaat. In een situatie als in het hoofdgeding, waarin de betrokkene Nederland na de vaststelling van het terugkeerbesluit niet heeft verlaten en aan de daarbij opgelegde terugkeerverplichting bijgevolg nooit is voldaan, bevindt deze betrokkene zich in een illegale situatie die voortvloeit uit een oorspronkelijk illegaal verblijf en niet uit een later illegaal verblijf dat het gevolg is van een overtreding van een inreisverbod in de zin van artikel 11 van richtlijn 2008/115 (zie in die zin arrest van 26 juli 2017, *Ouhrami*, C 225/16, EU:C:2017:590, punt 55). In een dergelijke situatie kan de betrokkene niet worden bestraft wegens schending van een inreisverbod, aangezien een dergelijke schending nu juist ontbreekt. Voor het ingaan van een dergelijk verbod wordt verondersteld dat de betrokkene dat grondgebied eerst heeft verlaten. Daaruit volgt dat het illegale verblijf van een onderdaan van een derde land tot het tijdstip van de vrijwillige of gedwongen uitvoering van de terugkeerverplichting wordt beheerst door het terugkeerbesluit en niet door het inreisverbod, dat pas rechtsgevolgen teweegbrengt vanaf het tijdstip dat die onderdaan het grondgebied van de lidstaten daadwerkelijk verlaat. In een dergelijke situatie kan de betrokkene niet worden bestraft wegens schending van een inreisverbod, aangezien een dergelijke schending nu juist ontbreekt (...) [E]en inreisverbod [heeft] (...) geen gevolgen wanneer de terugkeerverplichting niet wordt nagekomen, zodat het niet kan worden geacht te zijn geschonden in een situatie als in het hoofdgeding, waarin de betrokkene het grondgebied van de lidstaten nooit heeft verlaten". Bijgevolg zou een inreisverbod geen enkele uitwerking en rechtsgevolgen mogen hebben zolang betrokkene België en Schengen niet verlaat en alleszins kan zij niet ten gronde worden aangevoerd om aan de betrokkene het recht op gezinshereniging a fortiori met minderjarige kinderen te ontfangen (zie ook infra: tweede middel) ».

2.2.1. Le requérant prend un second moyen de la violation « van artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1911 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen; van artikel 62, artikel 43 juncto artikel 40ter, en artikel 39/79 van de Vreemdelingenwet; van het zorgvuldigheids- en het materieel motiveringsbeginsel; van artikel 8 van het EVRM en artikel 3 van het Kinderrechtenverdrag; van artikelen 24 en 51 van het Handvest van de Grondrechten van de EU; van artikel 27 van de Richtlijn 2004/38/EG; en van artikel 20 van het VWEU ».

2.2.2. Le requérant estime que « De artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 en artikel 62 van de Vreemdelingenwet bepalen dat de administratieve beslissingen zowel in feite als in rechte moeten worden gemotiveerd. Zo bepalen de artikelen 2 en 3 het volgende: "Art. 2. De bestuurshandelingen van de besturen bedoeld in artikel 1 moeten uitdrukkelijk worden gemotiveerd. Art. 3. De opgelegde motivering moet in de akte de juridische en feitelijke overwegingen vermelden die aan de beslissing ten grondslag liggen. Zij moet afdoende zijn." Daarnaast bepaalt artikel 62, §2 van de Vreemdelingenwet het volgende: "De administratieve beslissingen worden met redenen omkleed. [...]" Er moet bijgevolg worden benadrukt dat conform de voornoemde wetsbepalingen de administratieve beslissing steeds uitdrukkelijk melding moet maken van de feitelijke en juridische gronden, opdat de betrokken persoon kennis zou hebben van de gronden waarop de administratieve overheid zich baseert om de weigeringsbeslissing te nemen. Uit het samenlezen van voornoemde wetsbepalingen volgt immers duidelijk dat: 1) De administratieve beslissing uitdrukkelijk dient te worden gemotiveerd; 2) In de motivering, die wordt opgenomen in de bestreden beslissing, zowel de feitelijke als de juridische gronden dienen te worden vermeld; 3) De motivering afdoende dient te zijn. De administratieve beslissing is slechts afdoende gemotiveerd wanneer de aangehaalde motieven draagkrachtig zijn, rekening houdende met de evenredigheid van de te nemen beslissing door de administratieve overheid. Zo kan er slechts sprake zijn van een afdoende motivering wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig wordt geformuleerd, opdat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten. Er is bijgevolg sprake van een schending van het redelijkheidsbeginsel wanneer de betrokken persoon zich tevergeefs afvraagt hoe het bestuur tot een dergelijke beslissing is gekomen. Met andere woorden, om het redelijkheidsbeginsel geschonden te kunnen noemen, moet men voor een beslissing staan waarvan men na de lezing ervan ternauwernood kan geloven dat ze werkelijk genomen is. Het is de taak van Uw Raad om het oordeel van het bestuur onwettig te bevinden wanneer de administratieve beslissing tegen alle redelijkheid ingaat doordat de door het bestuur geponeerde verhouding tussen de motieven en het dispositief volkomen ontbreekt (RvS 20 september 1999, arrest nr. 82.301; RvV 25 mei 2010, arrest nr. 43.735; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3 in fine en punt 2.4 in fine).

Daarnaast legt het zorgvuldigheidsbeginsel de overheid de verplichting op om haar beslissingen op een zorgvuldige wijze voor te bereiden en te stoelen op een correcte feitenbevinding (RvS 14 februari 2006, arrest nr. 154.954; RvS 2 februari 2007, arrest nr. 167.411; RvV 25 mei 2010, arrest nr. 43.735). Het respect voor het zorgvuldigheidsbeginsel houdt derhalve in dat de administratieve overheid bij het nemen van de beslissing zich moet steunen op alle gegevens van het dossier en op alle daarin vervatte dienstige stukken (RvV 25 mei 2010, arrest nr. 43.735; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4).

Het rechtszekerheidsbeginsel in combinatie met het vertrouwensbeginsel houdt in dat een rechtsonderhorige erop moet kunnen vertrouwen dat de administratieve overheid een vaste gedragslijn zal blijven aanhouden en dat de rechtsonderhorige – bij het uitblijven van enig handelen van de administratieve overheid – ervan mag uitgaan dat er geen reden zal bestaan dat het bestuur anders zal handelen dan de schijn die zij heeft opgewekt door te verzuimen te handelen. De rechtsonderhorige mag er dan ook op rekenen dat hij niet langer in een rechtsonzekere positie verkeert, zodat hij erop kan vertrouwen dat er geen reden bestaat dat de administratie een andere gedragslijn zal aannemen.

In casu is de bestreden beslissing op een niet-afdoende wijze gemotiveerd, daar administratieve beslissingen slechts afdoende gemotiveerd zijn wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig geformuleerd wordt zodat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten. Bovendien legt het zorgvuldigheidsbeginsel de verwerende partij de plicht op om beslissingen zorgvuldig voor te bereiden en te stoelen op een correcte en volledige feitenbevinding (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3). Het zorgvuldigheidsbeginsel bij de feitenbevinding vereist dat de verwerende partij slechts na een behoorlijk onderzoek van de zaak en met kennis van alle relevante gegevens een beslissing mag nemen (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4). Overigens staat ook vast dat het redelijkheidsbeginsel Uw Raad het toelaat de bestreden beslissing onwettig te bevinden wanneer het tegen alle redelijkheid ingaat (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3 in fine; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4 in fine). De bestreden beslissing is bijgevolg kennelijk onredelijk genomen.

Verwerende partij stelt zelf dat er, ondanks het inreisverbod, alsnog verblijf kan worden erkend aan verzoeker op basis van de afhankelijkheidsrelatie tussen verzoeker en zijn zoon [A.]: een zogenaamd afgeleid verblijfsrecht in toepassing van het arrest C-82/16 van het Hof van Justitie. Inderdaad, artikel 20 VWEU luidt als volgt : [...].

Oud artikel 40ter, eerste lid, tweede streepje Vreemdelingenwet, voorziet een mogelijkheid tot gezinshereniging voor ouders-derdelanders van minderjarige Belgen. Uit de relevante parlementaire werken blijkt duidelijk dat de wetgever met deze wetsbepaling specifiek gevolg heeft gegeven aan de rechtspraak van het Hof van Justitie, met name het arrest Ruiz Zambrano, waarin een uitlegging wordt gegeven over de toepassing van artikel 20 VWEU (Parl.St. Kamer, 2010-2011, nr. 53-443/17 en 18; zie in deze zin ook GwH 26 september 2013, nr. 121/2013, B.59.6). Het Hof van Justitie zette in zijn rechtspraak uiteen dat er zeer bijzondere situaties bestaan waarin, hoewel het secundaire recht inzake het verblijfsrecht van derdelanders niet van toepassing is en de betrokken Unieburger zijn recht van vrij verkeer niet heeft uitgeoefend, niettemin een verblijfsrecht moet worden toegekend aan een derdelander die familielid is van die Unieburger, omdat anders aan het burgerschap van de Unie de nuttige werking zou worden ontnomen indien de betrokken Unieburger, ten gevolge van de weigering om een dergelijk recht toe te kennen, feitelijk genoopt zou zijn het grondgebied van de Unie in zijn geheel te verlaten, waardoor hem het effectieve genot van de belangrijkste aan die status ontleende rechten zou worden ontnomen. Het betreft dus een afgeleid verblijfsrecht dat in zeer bijzondere situaties voortvloeit uit artikel 20 VWEU (HvJ 8 maart 2011, C-34/09, Ruiz Zambrano, pt. 43 en 44 ; HvJ 10 mei 2017, C 133/15, Chavez-Vilchez e.a., pt. 63 ; HvJ 8 maart 2018, C-82/16, K.A. e.a., pt. 51 en 52). Daarbij heeft het HvJ aangegeven dat het weliswaar de zaak is van de lidstaten om te bepalen hoe zij gestalte geven aan het afgeleide verblijfsrecht dat in de zeer bijzondere situaties krachtens artikel 20 VWEU aan de derdelander moet toekomen, maar dat dit gegeven niet wegneemt dat deze procedurevoorschriften geen afbreuk mogen doen aan de nuttige werking van genoemd artikel 20 VWEU (HvJ 10 mei 2017, C-133/15, Chavez-Vilchez e.a., pt. 76; HvJ 8 maart 2018, C-82/16, K.A.a., pt. 54). Het is net omdat er met betrekking tot oud artikel 40ter, eerste lid, tweede streepje Vreemdelingenwet een Unierechtelijk aanknopingspunt bestond, dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen een prejudiciële vraag heeft gesteld aan het Hof van Justitie (RvV 8 februari 2016, nr. 161 497). Oud artikel 40ter, eerste lid, tweede streepje Vreemdelingenwet dient dan ook te worden uitgelegd in het licht van artikel 20 VWEU en de relevante rechtspraak van het Hof van Justitie, die een eenvormige uitlegging geeft aan artikel 20 VWEU. De lidstaten, inclusief nationale rechters, zijn er immers toe gehouden om hun nationale recht conform het Unierecht uit te leggen (HvJ 6 november 2003, C101/01, Lindqvist, punt 87; HvJ 26 juni 2007, C-305/05, Ordre des barreaux francophones et germanophone e.a., punt 28). De nationale rechter dient tevens, als gevolg van de in artikel 4, lid 3 VEU neergelegde samenwerkingsplicht en het loyaliteitsbeginsel, rekening te houden met de uniforme interpretatie die het Hof van Justitie reeds aan bepalingen van het Unierecht heeft gegeven. De rechtspraak van het Hof van Justitie vormt overigens, naast het primair en secundair Unierecht, eveneens een bron van

Unierecht. De uitlegging die het Hof, krachtens de hem bij artikel 267 VWEU verleende bevoegdheid, geeft aan een regel van Unierecht, verklaart en preciseert, voor zover dat nodig is, de betekenis en strekking van dat voorschrift zoals het sedert het tijdstip van zijn inwerkingtreding moet of had moeten worden verstaan en toegepast (HvJ 13 januari 2004, C-453/00, Kühne en Heitz, par. 21). In zijn arrest van 8 mei 2018 (C-82/16) heeft het Hof van Justitie uitgelegd dat artikel 20 VWEU zich verzet tegen een praktijk van een lidstaat die inhoudt dat een verblijfsaanvraag met het oog op gezinshereniging, ingediend op zijn grondgebied door een derdelander die familielid is van een Unieburger die de nationaliteit van de lidstaat bezit en zijn recht van vrij verkeer nooit heeft uitgeoefend, niet in aanmerking neemt op de enkele grond dat deze derdelander de toegang tot dat grondgebied is verboden, zonder dat is onderzocht of er een zodanige afhankelijkheidsverhouding bestaat tussen deze Unieburger en de genoemde derdelander dat de weigering om aan deze derdelander een afgeleid verblijfsrecht toe te kennen tot gevolg zou hebben dat de betrokken Unieburger feitelijk gedwongen is het grondgebied van de Unie als geheel te verlaten, zodat hem het effectieve genot van de voornaamste aan zijn status ontleende rechten wordt onzegd. Daarbij heeft het Hof nader uitgelegd dat wanneer de Unieburger minderjarig is, bij de beoordeling of van een dergelijke afhankelijkheidsverhouding sprake is, in het belang van het kind rekening moet worden gehouden met alle omstandigheden van het geval, met name de leeftijd van het kind, zijn lichamelijke en emotionele ontwikkeling, de mate waarin het een affectieve relatie met elk van zijn ouders heeft en het risico dat voor het evenwicht van het kind zou ontstaan indien het zou worden gescheiden van de ouder die onderdaan van een derde land is. Voor de vaststelling dat van een dergelijke afhankelijkheidsverhouding sprake is, is het niet voldoende dat er met deze onderdaan een gezinsband bestaat, of dat nu een biologische dan wel juridische is, noch is het daarvoor noodzakelijk dat het kind samenwoont met die onderdaan. Het Hof van Justitie heeft op dit punt in zijn arrest van 8 mei 2018 (C-82/16) in zeer duidelijke bewoordingen het volgende heeft gesteld : [...]. Deze rechtspraak kan naar analogie toegepast worden op de situatie van verzoeker. Verwerende partij is immers van mening dat er geen afhankelijkheidsrelatie bestaat tussen verzoeker en zijn Belgische zoon [A.], in die mate dat er verblijf zou kunnen worden toegekend aan verzoeker primerend op het inreisverbod. Verwerende partij heeft daarbij geen evenwichtige en redelijke beoordeling gemaakt van alle in het geding zijnde belangen, minstens dat in het bijzonder rekening werd gehouden met de belangen van het gehele gezin alsook het ongeboren kind dat via een attest van zwangerschap met vermoedelijke bevallingsdatum werd meegedeeld aan verwerende partij (stuk 24). Verwerende partij heeft niet alle stukken besproken. Daarmee heeft verwerende partij het zorgvuldigheids- en materieel motiveringsbeginsel geschonden. Zo toonde verzoeker zwart op wit aan dat zijn zoon afhankelijk is van hem, dit blijkt uit de getuigenschriften van de pediatr, psychologisch rapport en getuigenissen. Deze stukken werden overgemaakt aan verwerende partij op en maken dus deel uit van het administratief dossier. Hieruit blijkt dus duidelijk dat verzoeker medische en psychologische verslagen aangaande zijn zoon heeft bijgebracht die tijdig werden overgemaakt aan Dienst Vreemdelingenzaken. Over deze stukken wordt evenwel met geen woord gerept door verwerende partij, minstens worden deze stukken niet besproken, ondanks het de afhankelijkheidsrelatie aantoon. Hoe er in casu geen afhankelijkheid zou zijn tussen verzoeker en zijn zoon/bij uitbreiding zijn hele gezin, in die zin dat zijn aanvraag gezinshereniging primeert op het inreisverbod en er met andere woorden dus sprake is van een afgeleid verblijfsrecht, is verzoeker een raadsel. Dat [A.] nog heel jong is en zich nog zou kunnen aanpassen aan een leven met vader op afstand, dan wel aan een leven in Marokko moest het gezin mee verhuizen, is ronduit kort door de bocht en in casu geheel niet van toepassing. Vader speelt een noodzakelijke rol binnen het gezin. Het gaat niet louter om zijn fysieke aanwezigheid en de huishoudelijke taken die hij vervult, doch ook om zijn rol in de ontwikkeling van zijn zoon. Bovendien zal er binnen 2 maanden een 2e kind worden geboren in het gezin wat de aanwezigheid van verzoeker nog meer noodzakelijk maakt. Dit werd meegedeeld aan verwerende partij via een attest van zwangerschap met vermoedelijke bevallingsdatum (stuk 24). Verwerende partij zwijgt hierover in de bestreden beslissing terwijl zij hiervan op de hoogte werd gebracht. Verwerende partij heeft het zorgvuldigheids- en materieel motiveringsbeginsel geschonden door de bijgebrachte medische en psychologische rapporten zelfs niet te bespreken en er hypothetisch vanuit te gaan dat het gezin zich wel kan aanpassen aan het verlaten van België door vader. Er werd op onvoldoende wijze onderzocht of er tussen verzoeker en zijn Belgische partner en Belgische minderjarige zoon een zodanige afhankelijkheidsverhouding bestaat dat aan verzoeker in beginsel op grond van artikel 40ter, eerste lid, tweede streepje Vreemdelingenwet een afgeleid verblijfsrecht moet worden toegekend, omdat zijn gezin anders feitelijk gedwongen zou zijn om het grondgebied van de Unie als geheel te verlaten, zodat aan de burger van de Unie het effectieve genot van de voornaamste aan zijn status ontleende rechten, in casu artikel 20 VWEU, zou worden onzegd.

Daarnaast bepaalt artikel 8 van het EVRM als volgt: “Eenieder heeft recht op respect van zijn privéleven, zijn familie- en gezinsleven, zijn woning en zijn correspondentie.” 18 Het tweede lid van artikel 8 EVRM beperkt de macht van de Staat en stelt: “Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan in de uitoefening van dit recht, dan voor zover bij wet is voorzien en in een democratische samenleving noodzakelijk is in het belang van de nationale veiligheid, de openbare veiligheid of het economisch welzijn van het land, het voorkomen van wanordelijkheden en strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen.” Het waarborgen van een recht op respect voor het privé- en/of familie- en gezinsleven veronderstelt het bestaan van een privé- en/of familie- en

gezinsleven. Uit de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens blijkt dat de gezinsband tussen een ouder en zijn minderjarig kind wordt verondersteld (EHRM 28 november 1996, Ahmut/Nederland, §60; EHRM 2 november 2010, Şerife Yiğit/Turkije (GK), §94). Verwerende partij heeft de duurzaamheid van de relatie en het gezinsleven niet betwist, zodat dit onder bescherming van artikel 8 EVRM valt. Enkel in zeer uitzonderlijke omstandigheden zou men kunnen aannemen dat er geen sprake meer is van een gezinsleven (EHRM 19 februari 1996, Gül/Zwitserland, §32; EHRM 21 december 2001, Sen/Nederland, §28). De scheiding of de echtscheiding van de ouders kunnen bijvoorbeeld niet als dergelijke omstandigheden beschouwd worden, noch bijvoorbeeld het feit dat de contacten tussen het kind en zijn ouder die het niet opvangt, slechts af en toe zouden plaatsvinden (EHRM 11 juli 2000, Ciliz/Nederland, §59). In beginsel ontstaat vanaf de geboorte tussen een minderjarig kind en zijn ouder een natuurlijke band die gelijkstaat met een gezinsleven. Het is daarbij niet noodzakelijk dat het kind binnen een huwelijk of andere samenlevingsvorm werd geboren. Om een voldoende graad van “gezinsleven” vast te stellen, dewelke valt onder de bescherming van artikel 8 EVRM, is zelfs de samenwoning van de ouder met het minderjarig kind niet noodzakelijk; wel moeten andere factoren worden voorgelegd die aantonen dat de relatie tussen de betrokken ouder en het minderjarig kind voldoende standvastig is om de facto gezinsbanden te creëren (“Although co-habitation may be a requirement for such a relationship, however, other factors may also serve to demonstrate that a relationship has sufficient constancy to create de facto family ties” - EHRM 8 januari 2009, Joseph Grant/Verenigd Koninkrijk, §30). Uit de rechtspraak van het EHRM blijkt dat ook een gezinsband tussen echtgenoten of partners wordt verondersteld (EHRM 21 juli 1988, Berrehab/Nederland, §21). Er kan niet betwist worden dat verzoeker tot op heden steeds heeft samengewoond met zijn partner en zoon als 1 gezin. Gelet op de hierboven besproken medische en psychologische verslagen, vormt verzoeker daarbij een belangrijke motor, zonder dewelke het gezin niet kan functioneren. Bovendien zal er binnen 2 maanden een 2e kind worden geboren uit de relatie van verzoeker met mevrouw [V. H.]. Verwerende partij heeft daarbij ook geen rekening gehouden met het hoger belang van het kind alsook op het ongebooren kind waarvan zij in kennis werd gesteld, wat zij nochtans diende te doen. Rekening houdend met het feit enerzijds dat de vereiste van artikel 8 EVRM, net zoals die van de overige bepalingen van het EVRM, te maken heeft met waarborgen en niet met de loutere goede wil of met praktische regelingen (EHRM 5 februari 2002, Conka/België, §83), en anderzijds dat dit artikel primeert op de bepalingen van de vreemdelingenwet (RvS 22 december 2010, nr. 210.029), is het de taak van de administratieve overheid om, vooraleer te beslissen, een zo nauwkeurig mogelijk onderzoek te doen van de zaak en dit op grond van de omstandigheden waarvan zij kennis heeft of zou moeten hebben. De toepassing van de vreemdelingenwet moet aan de voorwaarden van artikel 8 EVRM, als zijnde de hogere norm, worden getoetst. Er rust bijgevolg een onderzoeksverplichting bij de verdragsluitende staten: bij het nemen van een verblijfs- en/of verwijderingsbeslissing dienen steeds nauwgezet de individuele en concrete omstandigheden van een bepaald geval te worden onderzocht in het kader van een billijke belangenafweging conform artikel 8 EVRM (EHRM 11 februari 2010, nr. 31465/08, Raza v. Bulgarije, §54). Uit de bestreden beslissing blijkt evenwel dat verwerende partij onvoldoende in concreto de individuele belangen van verzoeker én van zijn gezin heeft afgewogen. Indien men de proportionaliteitstoets zou hebben gedaan, zou men opgemerkt hebben dat het weigeren van het verblijf zou leiden tot uiteenvallen van het gezin en het disfunctioneren ervan, met ernstige risico's voor de gezondheid van de echtgenote tot gevolg (zie medisch verslag). Het middel is dan ook om alle bovengenoemde redenen gegrond.»

2.2.3. En réponse à la note d'observations, le requérant rétorque que « Nu een volledig dossier voorligt en er geen redelijke twijfel meer kan zijn of is voldaan aan de voorwaarden voor gezinshereniging (waardoor de verwerende partij terzake ook niet langer beschikt over een discretionaire beoordelingsmarge) komt de gemachtigde alsnog tot een beslissing waarbij via simpele brief wordt aangegeven dat de ingediende verblijfsaanvraag niet in overweging wordt genomen. Verzoeker valt onder de voorwaarden van de wet en voldoet aan de door de wet vereiste procedurevormen, in dat geval is de gezinshereniging met zijn zoon een afdwingbaar subjectief recht. In miskennis en met overschrijding van haar bevoegdheid komt verwerende partij nu met een negatief antwoord waar zij bijkomende en extralegale voorwaarden eist, nl. het bestaan van een inreisverbod en de afwezigheid van een uitzonderlijke afhankelijkheid, een criterium dat zij meent te distilleren uit een foutieve lezing van het arrest KA (HvJ – C-82/16). a. Wat betreft de rechtsgevolgen van het inreisverbod: Het arrest HvJ - Ouhrami HvJ 26 juli 2017, nr. C-225/16, Ouhrami §§ 47-51) heeft duidelijk gesteld dat het inreisverbod pas in werking treedt en zijn rechtsgevolgen zal ressorteren wanneer de persoon in kwestie daadwerkelijk het Schengengrondgebied heeft verlaten. De rechtsgevolgen komen aansluitend niet tot stand voor het vertrek van de persoon. Het inreisverbod kan maar één rechtsgevolg hebben: het verhinderen van binnenkomst in de Schengengrenzzone. In 2020 verscherpte het HvJ in de zaak JZ (HvJ 17 september 2020, C-806/18) op dat vlak nogmaals haar rechtspraak door duidelijk te stellen dat: In de punten 45 tot en met 51 van het arrest van 26 juli 2017, Ouhrami (C 225/16, EU:C:2017:590), waarvan de verwijzende rechter zich afvraagt wat de strekking is, heeft het Hof in wezen opgemerkt dat uit de uitdrukking „inreisverbod”, de bewoordingen van artikel 3, punten 4 en 6, van richtlijn 2008/115 en de bewoordingen en het doel van artikel 11, lid 1, alsmede uit de opzet van de richtlijn – waarin een duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen het terugkeerbesluit en een eventueel verwijderingsbesluit, enerzijds, en het inreisverbod, anderzijds – voortvloeit dat een dergelijk verbod wordt geacht een terugkeerbesluit aan te vullen door het de

betrokkene te verbieden gedurende een bepaalde tijd na zijn „terugkeer”, en dus na zijn vertrek van het grondgebied van de lidstaten, dat grondgebied opnieuw te betreden en er vervolgens te verblijven. Een eventueel inreisverbod vormt aldus een middel om de doeltreffendheid van het terugkeerbeleid van de Unie te vergroten, door te waarborgen dat gedurende een bepaalde periode na de verwijdering van een illegaal verblijvende dertdelander, deze persoon niet legaal kan terugkeren op het grondgebied van de lidstaten. Voor het ingaan van een dergelijk verbod wordt dus verondersteld dat de betrokkene dat grondgebied eerst heeft verlaten. Daaruit volgt dat het illegale verblijf van een onderdaan van een derde land tot het tijdstip van de vrijwillige of gedwongen uitvoering van de terugkeerverplichting wordt beheerst door het terugkeerbesluit en niet door het inreisverbod, dat pas rechtsgevolgen teweegbrengt vanaf het tijdstip dat die onderdaan het grondgebied van de lidstaten daadwerkelijk verlaat. In een situatie als in het hoofdgeding, waarin de betrokkene Nederland na de vaststelling van het terugkeerbesluit niet heeft verlaten en aan de daarbij opgelegde terugkeerverplichting bijgevolg nooit is voldaan, bevindt deze betrokkene zich in een illegale situatie die voortvloeit uit een oorspronkelijk illegaal verblijf en niet uit een later illegaal verblijf dat het gevolg is van een overtreding van een inreisverbod in de zin van artikel 11 van richtlijn 2008/115 (zie in die zin arrest van 26 juli 2017, *Ouhrami*, C 225/16, EU:C:2017:590, punt 55). In een dergelijke situatie kan de betrokkene niet worden bestraft wegens schending van een inreisverbod, aangezien een dergelijke schending nu juist ontbreekt. Voor het ingaan van een dergelijk verbod wordt verondersteld dat de betrokkene dat grondgebied eerst heeft verlaten. Daaruit volgt dat het illegale verblijf van een onderdaan van een derde land tot het tijdstip van de vrijwillige of gedwongen uitvoering van de terugkeerverplichting wordt beheerst door het terugkeerbesluit en niet door het inreisverbod, dat pas rechtsgevolgen teweegbrengt vanaf het tijdstip dat die onderdaan het grondgebied van de lidstaten daadwerkelijk verlaat. In een dergelijke situatie kan de betrokkene niet worden bestraft wegens schending van een inreisverbod, aangezien een dergelijke schending nu juist ontbreekt (...) [E]en inreisverbod [heeft] (...) geen gevolgen wanneer de terugkeerverplichting niet wordt nagekomen, zodat het niet kan worden geacht te zijn geschonden in een situatie als in het hoofdgeding, waarin de betrokkene het grondgebied van de lidstaten nooit heeft verlaten". Bijgevolg zou een inreisverbod geen enkele uitwerking en rechtsgevolgen mogen hebben zolang betrokkene België en Schengen niet verlaat en alleszins kan zij niet ten gronde worden aangevoerd om aan de betrokkene het recht op gezinshereniging a fortiori met minderjarige kinderen te ontfeggen ».

3. Examen des moyens d'annulation.

3.1. Conformément à l'article 39/81, alinéa 7, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil « statue sur la base du mémoire de synthèse sauf en ce qui concerne la recevabilité du recours et des moyens ».

En l'espèce, le requérant développe, notamment, à l'appui de son mémoire de synthèse, un nouveau grief présenté comme suit « een inreisverbod geen enkele uitwerking en rechtsgevolgen mogen hebben zolang betrokkene België en Schengen niet verlaat en alleszins kan zij niet ten gronde worden aangevoerd om aan de betrokkene het recht op gezinshereniging a fortiori met minderjarige kinderen te ontfeggen ». Or, le requérant ne démontre pas que ces éléments n'auraient pas pu être invoqués lors de l'introduction du recours introductif d'instance.

Le Conseil estime que ce grief aurait pu être invoqué dans la requête introductive d'instance de sorte qu'il se doit d'être écarté, le mémoire de synthèse n'ayant pas pour vocation de pallier aux lacunes de la requête introductive d'instance.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que cet argument nouveau est irrecevable, le mémoire de synthèse introduit par un avocat n'ayant pas pour objectif de pallier *a posteriori* au recours introductif d'instance. Ne seront dès lors examinés que les autres moyens recevables développés dans le mémoire de synthèse.

3.2.1. Sur le premier moyen, le Conseil souligne tout d'abord qu'il y a lieu de considérer la décision de non prise en considération, attaquée, comme une décision de refus de séjour, dès lors que cet acte emporte incontestablement, par ses effets, un rejet de la demande de carte de séjour du requérant introduite le 8 novembre 2024.

Le requérant soutient, en substance, que la partie défenderesse était tenue, si elle entendait ne pas lui reconnaître un droit de séjour, de lui notifier une décision conforme au modèle de l'annexe 20, conformément aux prescriptions de l'article 52, § 4, dernier alinéa, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 relatif à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers. Il fait dès lors valoir que l'acte attaqué ne respecte pas cette disposition légale et qu'il a, par conséquent, été adopté illégalement par la partie défenderesse.

A cet égard, le Conseil observe que l'acte attaqué indique ce qui suit :

« Cependant, en application de l'arrêt du Conseil d'Etat n°235.596 du 09/08/2016, « la reconnaissance d'un droit au séjour en tant que membre de famille requiert non seulement le respect des conditions prévues par les articles 40 bis, 40ter, 41, 47/1 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, mais aussi le droit d'entrer en Belgique ».

Vu que l'article 1er, 8° de la loi du 15/12/1980 définit l'interdiction d'entrée comme une décision qui interdit, pendant une durée déterminée, l'entrée et le séjour. Il découle de cette définition qu'une interdiction d'entrée emporte également, sauf les exceptions prévues par l'article 74/11 de la Loi, une interdiction d'entrée (arrêt n° 299.033 du 20 décembre 2023 du CCE).

Or, vous êtes temporairement privé de ce droit étant donné que vous faites l'objet d'une interdiction d'entrée (annexe 13 sexies) d'une durée de 8 ans prise le 12/01/2023, vous notifiée le 13/01/2023, qui est toujours en vigueur.

En effet, la durée de l'interdiction d'entrée doit être calculée à partir de la date à laquelle vous avez effectivement quitté le territoire des Etats membres (arrêt du Conseil d'Etat n°247.421 du 17 avril 2020 et arrêt Ouhrani C-255/16 du 26 juillet 2017).

Vu que dans son arrêt n° 247.421 du 17 avril 2020, le Conseil d'Etat relève que la Cour de justice de l'Union européenne (arrêt de la CJUE du 08/05/2018 – Affaire C-82/16) a expressément admis qu'une demande de regroupement familial peut ne pas être prise en considération par un Etat membre si le demandeur a fait l'objet d'une interdiction d'entrée, et ce pour autant que le lien de dépendance entre le demandeur (ressortissant de pays tiers) et l'ouvrant droit au séjour (citoyen de l'Union) a été examiné ».

Ce faisant, l'acte attaqué indique clairement sa base légale et permet au requérant de comprendre quel motif de droit s'oppose, selon la partie défenderesse, à la reconnaissance d'un droit au séjour en l'espèce.

La légalité de l'acte attaqué au regard de sa base légale revient à vérifier si l'existence d'une interdiction d'entrée suffit à fonder le rejet de la demande d'admission au séjour du requérant. Il convient, à cet égard, de constater en premier lieu qu'il n'est pas soutenu que l'enfant du requérant soit un citoyen de l'Union européenne exerçant son droit à la libre circulation. La demande d'admission au séjour relève donc de l'article 40ter, § 2, de la loi du 15 décembre 1980. Bien que père d'un enfant belge, le requérant est toujours « ressortissant d'un pays tiers » au sens de l'article 3 de la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (ci-après : la directive 2008/115) et de l'article 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980. La directive 2008/115 et le titre IIIquater de la loi du 15 décembre 1980 s'appliquent à la situation du requérant puisqu'il est un ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire d'un État membre (C.E., n° 235 596, § 13, 9 août 2016).

L'article 1er, 8°, de la loi du 15 décembre 1980 définit l'interdiction d'entrée comme une décision « qui interdit, pendant une durée déterminée, l'entrée et le séjour ». Il découle de cette définition qu'une interdiction d'entrée emporte également, sauf les exceptions prévues par l'article 74/11 de la même loi, une interdiction de séjour (C.E., n° 249 735, § 6, 5 février 2021, X c. E.B.). Sans préjudice d'un droit dérivé au séjour qu'il pourrait tirer de l'article 20 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après : le TFUE), en qualité de père d'un enfant mineur citoyen de l'Union européenne, qui sera examiné aux point 3.3.1. et suivants, eu égard à l'existence de l'interdiction d'entrée, qui n'a été ni levée ni suspendue, le requérant ne pouvait bénéficier d'un droit au séjour prévu à l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980.

La partie défenderesse a par conséquent pu valablement décider, sans violer les dispositions et principes visés au moyen que le requérant ne peut, en principe, pas se voir reconnaître un droit au séjour aussi longtemps qu'il fait l'objet d'une interdiction d'entrée en vigueur.

3.2.2. Il ressort des considérations qui précèdent que le premier moyen n'est pas fondé.

3.3.1. Sur le second moyen et s'agissant du droit dérivé au séjour que le requérant pourrait tirer de l'article 20 du TFUE, le Conseil rappelle que dans l'arrêt « K.A. et al. » de la CJUE, prononcé le 8 mai 2018, la Cour dit pour droit que :

« 1) La directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, du 16 décembre 2008, relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants d'un pays tiers en séjour irrégulier, en particulier ses articles 5 et 11, doit être interprétée en ce sens qu'elle ne s'oppose pas à une pratique d'un État membre consistant à ne pas prendre en considération une demande de séjour aux fins d'un regroupement familial, introduite sur son territoire par un ressortissant d'un pays tiers, membre de la famille d'un citoyen de l'Union qui possède la nationalité de cet État membre et qui n'a jamais

exercé sa liberté de circulation, au seul motif que ce ressortissant d'un pays tiers fait l'objet d'une interdiction d'entrée sur ledit territoire.

2) L'article 20 TFUE doit être interprété en ce sens :

– *qu'il s'oppose à une pratique d'un État membre consistant à ne pas prendre en considération une telle demande pour ce seul motif, sans qu'il ait été examiné s'il existe une relation de dépendance entre ce citoyen de l'Union et ce ressortissant d'un pays tiers d'une nature telle que, en cas de refus d'octroi d'un droit de séjour dérivé à ce dernier, ledit citoyen de l'Union serait, dans les faits, contraint de quitter le territoire de l'Union pris dans son ensemble et serait ainsi privé de la jouissance effective de l'essentiel des droits conférés par son statut ;*

– [...]

– *que lorsque le citoyen de l'Union est mineur, l'appréciation de l'existence d'une telle relation de dépendance doit être fondée sur la prise en compte, dans l'intérêt supérieur de l'enfant, de l'ensemble des circonstances de l'espèce, notamment, de son âge, de son développement physique et émotionnel, du degré de sa relation affective avec chacun de ses parents, ainsi que du risque que la séparation d'avec le parent ressortissant d'un pays tiers engendrerait pour son équilibre ; l'existence d'un lien familial avec ce ressortissant, qu'il soit de nature biologique ou juridique, n'est pas suffisante et une cohabitation avec ce dernier n'est pas nécessaire aux fins d'établir pareille relation de dépendance ; [...]* » (C.J.U.E., K.A. et al., 8 mai 2018, aff. C-82/16).

Par ailleurs, le Conseil entend rappeler qu'« en autorisant, à l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, le regroupement familial de Belges mineurs avec leurs deux parents sans le soumettre à des conditions supplémentaires, le législateur tient compte, conformément à la jurisprudence récente de la Cour de justice, du lien particulier de dépendance existant entre de jeunes enfants et leurs parents » (C.C., n° 2013/121 du 26 septembre 2013, B.59.6).

Ensuite, la CJUE a notamment précisé qu'elle « a déjà considéré comme éléments pertinents, aux fins de déterminer si le refus de reconnaître un droit de séjour dérivé au parent, ressortissant d'un pays tiers, d'un enfant, citoyen de l'Union, entraîne pour celui-ci la privation de la jouissance effective de l'essentiel des droits que lui confère son statut en contraignant cet enfant, dans les faits, à accompagner son parent et donc à quitter le territoire de l'Union pris dans son ensemble, la question de la garde de l'enfant ainsi que celle de savoir si la charge légale, financière ou affective de cet enfant est assumée par le parent ressortissant d'un pays tiers (voir, en ce sens, arrêt du 10 mai 2017, Chavez-Vilchez e.a., C-133/15, EU:C:2017:354, point 68 et jurisprudence citée). Plus particulièrement, pour apprécier le risque que l'enfant concerné, citoyen de l'Union, soit contraint de quitter le territoire de l'Union si son parent, ressortissant d'un pays tiers, se voyait refuser l'octroi d'un droit de séjour dérivé dans l'État membre concerné, il incombe à la juridiction de renvoi de déterminer, dans chaque affaire au principal, quel est le parent qui assume la garde effective de l'enfant et s'il existe une relation de dépendance effective entre celui-ci et le parent ressortissant d'un pays tiers. Dans le cadre de cette appréciation, les autorités compétentes doivent tenir compte du droit au respect de la vie familiale, tel qu'il est énoncé à l'article 7 de la Charte, cet article devant être lu en combinaison avec l'obligation de prendre en considération l'intérêt supérieur de l'enfant, reconnu à l'article 24, paragraphe 2, de la Charte (arrêt du 10 mai 2017, Chavez-Vilchez e.a., C-133/15, EU:C:2017:354, point 70). La circonstance que l'autre parent, lorsque celui-ci est citoyen de l'Union, est réellement capable de – et prêt à – assumer seul la charge quotidienne et effective de l'enfant constitue un élément pertinent, mais qui n'est pas à lui seul suffisant pour pouvoir constater qu'il n'existe pas, entre le parent ressortissant d'un pays tiers et l'enfant, une relation de dépendance telle que ce dernier serait contraint de quitter le territoire de l'Union si un droit de séjour était refusé à ce ressortissant d'un pays tiers. En effet, une telle constatation doit être fondée sur la prise en compte, dans l'intérêt supérieur de l'enfant concerné, de l'ensemble des circonstances de l'espèce, notamment de son âge, de son développement physique et émotionnel, du degré de sa relation affective tant avec le parent citoyen de l'Union qu'avec le parent ressortissant d'un pays tiers, ainsi que du risque que la séparation d'avec ce dernier engendrerait pour l'équilibre de cet enfant (arrêt du 10 mai 2017, Chavez-Vilchez e.a., C-133/15, EU:C:2017:354, point 71). Ainsi, le fait que le parent, ressortissant d'un pays tiers, cohabite avec l'enfant mineur, citoyen de l'Union, est un des éléments pertinents à prendre en considération pour déterminer l'existence d'une relation de dépendance entre eux, sans pour autant en constituer une condition nécessaire (voir, en ce sens, arrêt du 6 décembre 2012, O e.a., C-356/11 et C-357/11, EU:C:2012:776, point 54). En revanche, le seul fait qu'il pourrait paraître souhaitable à un ressortissant d'un État membre, pour des raisons économiques ou afin de maintenir l'unité familiale sur le territoire de l'Union, que des membres de sa famille, qui ne disposent pas de la nationalité d'un État membre, puissent séjourner avec lui sur le territoire de l'Union, ne suffit pas en soi pour considérer que le citoyen de l'Union serait contraint de quitter le territoire de l'Union si un tel droit n'est pas accordé (voir, en ce sens, arrêts du 15 novembre 2011, Dereci e.a., C-256/11, EU:C:2011:734, point 68, et du 6 décembre 2012, O

e.a., C-356/11 et C-357/11, EU:C:2012:776, point 52). Ainsi, l'existence d'un lien familial, qu'il soit de nature biologique ou juridique, entre le citoyen de l'Union mineur et son parent, ressortissant d'un pays tiers, ne saurait suffire à justifier que soit reconnu, au titre de l'article 20 TFUE, un droit de séjour dérivé audit parent sur le territoire de l'État membre dont l'enfant mineur est ressortissant » (CJUE, 8 mai 2018, K.A. et al., C-82/16, § 70 à 75).

Dans son arrêt du 5 mai 2022 dans les affaires jointes C-451/19 et C-532/19, la CJUE a précisé sa position et a considéré, en ses points 67 à 70, que : « [l]a circonstance que l'autre parent, lorsque celui-ci est citoyen de l'Union, est réellement capable d'assumer seul la charge quotidienne et effective de l'enfant, et prêt à le faire, constitue un élément pertinent, mais qui n'est pas à lui seul suffisant pour pouvoir constater qu'il n'existe pas, entre le parent ressortissant d'un pays tiers et l'enfant, une relation de dépendance telle que ce dernier serait contraint de quitter le territoire de l'Union si un droit de séjour était refusé à ce ressortissant d'un pays tiers. En effet, une telle constatation doit être fondée sur la prise en compte, dans l'intérêt supérieur de l'enfant concerné, de l'ensemble des circonstances de l'espèce, notamment de son âge, de son développement physique et émotionnel, du degré de sa relation affective tant avec le parent citoyen de l'Union qu'avec le parent ressortissant d'un pays tiers, ainsi que du risque que la séparation d'avec ce dernier engendrerait pour l'équilibre de cet enfant [arrêts du 10 mai 2017, Chavez-Vilchez e.a., C-133/15, EU:C:2017:354, point 72, ainsi que du 8 mai 2018, K.A. e.a. (Regroupement familial en Belgique), C-82/16, EU:C:2018:308, point 72].

Ainsi, le fait que le parent, ressortissant d'un pays tiers, cohabite avec l'enfant mineur, citoyen de l'Union, est l'un des éléments pertinents à prendre en considération pour déterminer l'existence d'une relation de dépendance entre eux, sans pour autant en constituer une condition nécessaire [arrêt du 8 mai 2018, K.A. e.a. (Regroupement familial en Belgique), C-82/16, EU:C:2018:308, point 73 ainsi que jurisprudence citée].

En outre, compte tenu notamment de ce qui a été relevé aux points 65 à 67 du présent arrêt, lorsque le citoyen de l'Union mineur cohabite de façon stable avec ses deux parents et que, partant, la garde de cet enfant ainsi que la charge légale, affective et financière de celui-ci sont partagées quotidiennement par ces deux parents, il peut être présumé, de manière réfragable, qu'il existe une relation de dépendance entre ce citoyen de l'Union mineur et son parent, ressortissant d'un pays tiers, indépendamment du fait que, comme il a été souligné au point 59 du présent arrêt, l'autre parent de cet enfant dispose, en tant que ressortissant de l'État membre sur le territoire duquel est établie cette famille, d'un droit inconditionnel à demeurer sur le territoire de cet État membre.

Il résulte de l'ensemble des considérations qui précèdent qu'il convient de répondre à la première question dans l'affaire C-532/19 que l'article 20 TFUE doit être interprété en ce sens [...] que, lorsque le citoyen de l'Union est mineur, l'appréciation de l'existence d'une relation de dépendance, de nature à justifier l'octroi au parent de cet enfant, ressortissant d'un pays tiers, d'un droit de séjour dérivé au titre dudit article doit être fondée sur la prise en compte, dans l'intérêt supérieur de l'enfant, de l'ensemble des circonstances de l'espèce. Lorsque ce parent cohabite de façon stable avec l'autre parent, citoyen de l'Union, de ce mineur, une telle relation de dépendance est présumée de manière réfragable » [le Conseil souligne].

Il peut également être lu dans les conclusions de l'avocat général du 13 janvier 2022 de l'arrêt du 5 mai 2022 précité que « 76. La juridiction de renvoi devra également établir s'il y a cohabitation des membres de la famille et, le cas échéant, dans quelles circonstances. La Cour a considéré dans sa jurisprudence que le fait que le parent, ressortissant d'un pays tiers, cohabite avec l'enfant mineur, citoyen de l'Union, est l'un des éléments pertinents à prendre en considération pour déterminer l'existence d'une relation de dépendance. Bien que la juridiction de renvoi se borne à faire référence, de manière plutôt générale, à l'obligation des époux en droit espagnol de vivre ensemble et d'établir d'un commun accord le lieu du domicile conjugal, il n'en est pas moins possible de supposer l'existence d'un foyer familial. Dans cette hypothèse, une des questions que la juridiction de renvoi devrait éclaircir est celle de savoir si la cohabitation se caractérise par une continuité et une stabilité qui mettent en évidence des liens d'affection et d'attachement et démontrent l'existence d'une assistance mutuelle entre les personnes concernées.

77. À la lumière des considérations qui précèdent, et sous réserve de l'appréciation des faits, qu'il incombe à la juridiction de renvoi d'effectuer, il me semble qu'une « relation de dépendance » au sens de l'article 20 TFUE devrait être reconnue entre le citoyen de l'Union, mineur, et son parent, ressortissant d'un pays tiers, lorsque ce dernier cohabite avec sa mère et que la garde et la charge légale, affective et financière de cet enfant sont, dès lors, partagées quotidiennement par ses deux parents, et ce même si l'autre parent est un citoyen de l'Union et dispose donc d'un droit inconditionnel à demeurer sur le territoire de l'État membre dont il est ressortissant. Une telle conclusion me semble s'imposer d'autant plus qu'il convient d'interpréter cette relation de dépendance à la lumière, notamment, de l'obligation de prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant ».

Il résulte ainsi de la jurisprudence de la CJUE que, lorsqu'il apparaît que l'enfant mineur vit de façon stable avec ses deux parents et que, partant, la garde de cet enfant et la garde juridique, affective et financière de cet enfant sont partagées quotidiennement par les deux parents, il existe une présomption réfragable d'une relation de dépendance entre le citoyen de l'Union mineur et son parent ressortissant d'un pays tiers qui justifie l'octroi d'un droit de séjour sur la base de l'article 20 du TFUE.

3.3.2. En l'espèce, il ressort de la requête introductive d'instance et de la composition de ménage présente au dossier administratif que le requérant cohabite avec son enfant mineur. Partant, dès lors qu'un tel lien de dépendance est présumé de manière réfragable lorsque le requérant vit avec l'enfant et l'autre parent, citoyen de l'Union, ce lien de dépendance, au sens de l'article 20 du TFUE, est présumé entre le requérant et son enfant mineur belge.

Cependant, la partie défenderesse a exposé les motifs qu'elle estimait suffisants pour renverser ladite présomption, en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, en indiquant notamment que « *l'intéressé s'est rendu coupable de coups et blessures en 2022 sur Madame V.H. et l'un de ses enfants mineur, et a récidivé sur Madame V.H. lorsqu'elle était enceinte. Le 22.09.2024, l'intéressé reconnaît avoir une addiction à l'alcool, ce qui fait que nous pouvons en déduire qu'il y a des indications sérieuses que l'intéressé représente un danger pour son enfant* ». Le Conseil constate que le requérant ne conteste nullement ce motif dans son mémoire de synthèse.

En conclusion, l'argumentation développée par le requérant ne saurait suffire à renverser la conclusion faite par la partie défenderesse. La partie défenderesse n'a dès lors pas commis d'erreur manifeste d'appréciation en constatant, sur la base des éléments portés à sa connaissance et cité dans l'acte attaqué (à savoir « *une composition de ménage, des photographies, quelques extraits de compte et une facture, des contrats de travail, des témoignages, une déclaration, une attestation d'un service de pédiatrie, un rapport d'une consultante en psychologie* »), l'absence d'un lien de dépendance entre le requérant et son enfant mineur.

Partant, le grief pris de la violation de l'article 20 du TFUE et de l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas fondé.

3.3.3. S'agissant de la violation de la vie familiale du requérant protégée par l'article 8 de la CEDH, le Conseil d'Etat a déjà jugé que « *Procédant à une mise en balance des intérêts en présence dans le cadre d'une demande de regroupement familial, le législateur a considéré que le bénéfice d'une autorisation de séjour, pour certains membres de la famille d'un Belge, ne pouvait être accordé que si certaines exigences étaient satisfaites [...]. Si l'article 8 de la [CEDH] prévaut sur les dispositions de la loi du 15 décembre 1980, il ne fait pas obstacle à l'application de normes, tel l'article 40ter, qui lui sont conformes et assurent, moyennant le respect de certaines conditions, la mise en œuvre du droit au respect de la vie privée et familiale de l'étranger en Belgique. Dès lors, l'arrêt attaqué viole l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 et méconnaît la portée de l'article 8 de la [CEDH] en considérant que cette dernière disposition impose à l'autorité administrative de procéder à une mise en balance des intérêts en présence, à laquelle le législateur a déjà procédé, quitte à dispenser l'étranger de remplir les conditions légales prévues pour bénéficier du regroupement familial* » (C.E., arrêt n° 231.772, prononcé le 26 juin 2015).

Au vu de cette interprétation, à laquelle le Conseil se rallie, la violation de l'article 8 de la CEDH n'est pas établie, puisque la partie défenderesse a valablement pu considérer que le requérant ne remplissait pas les conditions légales nécessaires à l'obtention d'un droit de séjour ou d'un droit dérivé au séjour.

Dès lors, l'article 8 de la CEDH n'a nullement été méconnu et aucune erreur manifeste d'appréciation ne peut être imputée à la partie défenderesse.

3.3.4. Concernant l'attestation de grossesse de la compagne du requérant, ce dernier ne démontre pas que cet élément à lui seul pourrait invalider les constats qui précèdent. En effet, le Conseil ne peut que souligner le caractère non actuel, voire prématuré, de l'argumentation relative à cette grossesse, le second enfant du couple n'étant pas encore né.

3.3.5. Il ressort des considérations qui précèdent que le second moyen n'est pas fondé.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six mai deux mille vingt-six par :

M. OSWALD, premier président,

E. TREFOIS, greffière.

La greffière, Le président,

E. TREFOIS

M. OSWALD